

## Développement durable, progrès social

# DES INDICATEURS ALTERNATIFS

On assiste, depuis le milieu des années 1990, à une floraison d'initiatives internationales, émanant selon les cas de chercheurs, d'associations et d'ONG, d'institutions statistiques, ou d'organisations internationales, visant à évaluer la richesse ou le "progrès" sur la base d'indicateurs "alternatifs". Ces indicateurs remettent en question la domination politique et médiatique du PIB et de la croissance économique dans la mesure de la "richesse des nations". Ces initiatives nouvelles sont portées par des exigences de deux types, qui souvent se rejoignent : des exigences "sociales" d'une part, des exigences environnementales de l'autre. On se propose d'en présenter quelques exemples significatifs.

Ces exemples concernent tous des indicateurs "synthétiques", c'est-à-dire ambitionnant, à l'instar du PIB (mais aussi du BIP 40), de résumer en un chiffre final unique des dimensions du progrès que d'autres préfèrent présenter séparément, sous forme de bilans ou de "tableaux de bord". Mais comme l'a montré Amartya Sen à propos de l'Indicateur de Développement Humain du PNUD<sup>1</sup>, qui a été le premier grand indicateur alternatif international, ces deux orientations ne doivent pas être opposées. L'une et l'autre peuvent, sous certaines conditions de transparence, enrichir le débat public, se conforter mutuellement, et contribuer à la formation individuelle et collective des jugements de progrès.

### ➤ 1. Les indicateurs synthétiques du PNUD

**L**e PNUD publie depuis 1990 un "rapport annuel sur le développement humain dans le monde", où figure le célèbre et pourtant rudimentaire IDH, dont la diffusion mondiale a constitué un succès spectaculaire, au-delà des pays en développement auxquels il était principalement destiné. Cet indicateur est tout simplement la moyenne de trois indicateurs permettant chacun de classer les pays sur une échelle de 0 à 1 : le PIB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat<sup>2</sup>), l'espérance de vie à la naissance, et le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux de scolarisation). Le PNUD a, par la suite, publié annuellement d'autres indicateurs synthétiques, dont nous ne retiendrons ici que l'IPF, Indicateur de Participation des Femmes à la vie économique et politique, et l'IPH, Indicateur de Pauvreté Humaine. Pour les pays développés, ce dernier tient compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids : probabilité de décéder avant 60 ans, illettrisme, % de personnes en deçà du seuil de pauvreté, % de chômeurs de longue durée.

Le *tableau 1* reproduit le classement des 20 premiers pays (seulement 17 pour l'IPH, faute de données pour certains pays) selon respectivement l>IDH, l'IPH et l'IPF. On a ajouté (colonne 2) le classement des pays de la première colonne selon le seul critère du PIB/habitant. La France ne figure pas dans le classement de l'IPF, faute de données. En un sens, cela vaut mieux, car elle serait très mal classée, et c'est probablement l'une des raisons de l'absence de données...

<sup>1</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement

<sup>2</sup> Exemple : si un même "panier" de biens, représentatif de la consommation française et de la consommation américaine, coûte 0,9 euro en France, et 1 dollars aux Etats-Unis, on dira que la "parité de pouvoir d'achat" entre les deux pays est de 1 dollars pour 0,9 euro, et l'on pourra exprimer le PIB français en dollars (et réciproquement).

Tableau 1  
**Classement des pays développés selon quatre indicateurs**  
 (Rapport 2003 du PNUD)

Classement IDH (2001)	Classement selon le PIB/habitant	Pauvreté IPH-2 (2001)	Indicateur de participation des femmes/hommes IPF (2001)
1. Norvège	5	1. Suède	1. Islande
2. Islande	4	2. Norvège	2. Norvège
3. Suède	18	3. Finlande	3. Suède
4. Australie	12	4. Pays-Bas	4. Danemark
5. Pays-Bas	8	5. Danemark	5. Finlande
6. Belgique	11	6. Allemagne	6. Pays-Bas
7. États-Unis	2	7. Luxembourg	7. Autriche
8. Canada	9	8. France	8. Allemagne
9. Japon	14	9. Espagne	9. Canada
10. Suisse	7	10. Japon	10. États-Unis
11. Danemark	6	11. Italie	11. Australie
12. Irlande	3	12. Canada	12. Nouvelle-Zélande
13. R-Uni	19	13. Belgique	13. Suisse
14. Finlande	17	14. Australie	14. Espagne
15. Luxembourg	1	15. R-Uni	15. Belgique
16. Autriche	10	16. Irlande	16. Irlande
17. France	20	17. États-Unis	17. R-Uni
18. Allemagne	13		18. Bahamas
19. Espagne	24		19. Costa Rica
20. Nouvelle-Zélande	28		20. Barbade
21. Italie	16		21. Portugal

**Lecture** : pour chacun de ces quatre indicateurs, le pays classé en tête est celui qui fait "le mieux". Ainsi, en matière de pauvreté humaine, la Suède est en tête en ce sens que c'est le pays où il y a le moins de pauvreté selon cet indicateur.

**Il est évident que toute démarche comparative fondée sur des statistiques** ayant l'ambition de couvrir l'ensemble des pays du monde, rencontre des limites. Mais, quelles que soient leurs limites, ces données "indiquent" déjà bien des choses, y compris pour les pays développés. Il n'est pas sans importance, par exemple, de constater que les pays nordiques ont un excellent classement en matière de réduction des inégalités (pauvreté, inégalités entre hommes et femmes), tout en restant honnêtement classés lorsque intervient (pour une part) la richesse économique (IDH). Il n'est pas sans intérêt non plus d'observer le cas des pays dont les performances sociales (en termes de classement) sont nettement meilleures que les performances économiques brutes (à nouveau les pays nordiques). Ou encore de noter que les quatre pays les plus mal classés selon le critère de la prévalence de la pauvreté (dans une liste il est vraie limitée à 17 pays) sont dans l'ordre l'Australie, le Royaume-Uni, l'Irlande et les États-Unis, qui sont des pays relevant du modèle "anglo-saxon".

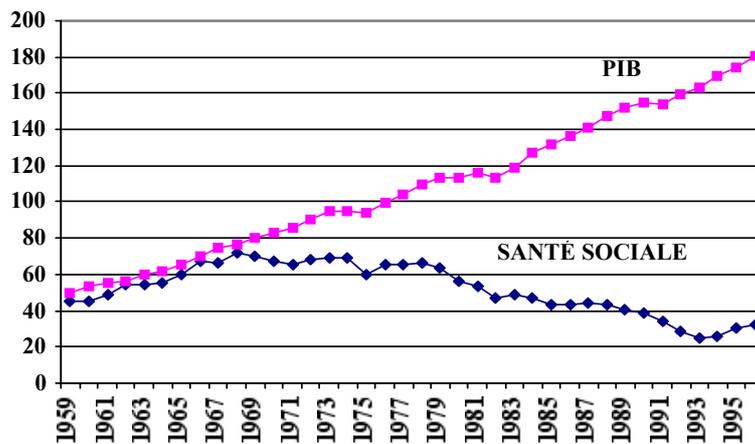
## ➤ 2. Santé sociale, BIP 40 et "bien-être économique"

**En 1996, des chercheurs américains (Marc et Marque-Luisa Miringoff)** ont produit et mis en débat un indicateur global de "santé sociale" pour leur pays, en faisant la moyenne de 16 indicateurs disponibles, dont chacun prend des valeurs comprises entre 0 et 100. Leur méthode a été utilisée et adaptée pour construire le BIP 40 (Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté, qui est actuellement le seul indicateur alternatif digne de ce nom disponible en France) : pour chacune des 16 variables, on attribue la note 0 à la "pire valeur" atteinte au cours de la période de construction de l'indice (en général deux ou trois décennies), et la note 100 à la meilleure.

**On regroupe dans l'indice des critères de santé, d'éducation, de chômage,** de pauvreté et d'inégalités, d'accidents et de risques divers. C'est une sorte de résumé des grands pro-

blèmes sociaux contemporains, vus par ces chercheurs en tenant compte de la présence de ces questions dans le débat public américain. Cet indicateur a acquis une certaine notoriété en Amérique du Nord et ailleurs, à partir de la publication, en 1996, dans le magazine *Challenge*, d'un graphique assez saisissant présentant simultanément la courbe de la croissance économique (celle du PIB, Produit Intérieur Brut) et celle de cet indice de santé sociale depuis 1959, avec un décrochage spectaculaire des deux indices à partir de 1973-74.

Figure 1  
L'indice de santé sociale et la croissance du PIB  
USA 1959-1996

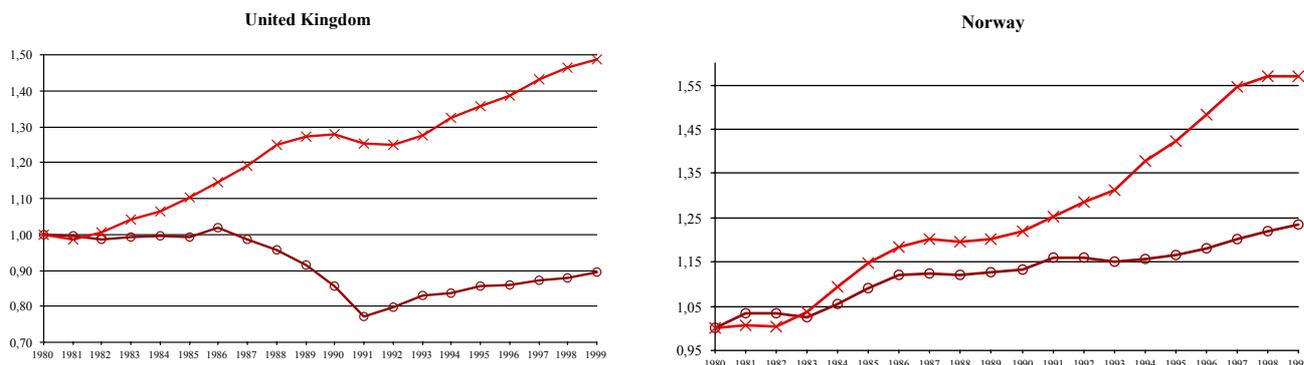


PIB base 50 en 1959, valeurs de l'ISS comprises par construction entre 0 et 100

L'"indice de bien-être économique" des canadiens Osberg et Sharpe est également une initiative prometteuse, notamment parce qu'il articule les bases de la comptabilité nationale et celles de certaines statistiques sociales. Son principe consiste à faire la moyenne de quatre indicateurs composants, eux-mêmes synthétiques, portant respectivement sur les flux de consommation au sens large, les stocks de richesses (économique, humaine et environnementale), les inégalités et la pauvreté économiques, et l'insécurité économique (dimension très originale tenant compte des risques économiques liés au chômage, à la maladie, à la vieillesse, et ceux des familles monoparentales). Les dimensions économiques et sociales y jouent un rôle très important, nettement plus que les questions environnementales. Mais comme cette construction est très transparente, rien n'empêche, après débat, de choisir d'autres pondérations<sup>3</sup>. Ces chercheurs ont pu appliquer leur méthode à divers pays de l'OCDE, mais pas au cas de la France, en raison de l'absence de disponibilité de certaines données sociales. Les figures 2 et 3 présentent deux cas très contrastés, celui du Royaume-Uni et celui de la Norvège, pour la période 1980-1999 (base 1 en 1980 pour chaque pays). Dans le premier cas, l'indice de bien-être économique (courbe du bas) stagne puis plonge, avant de remonter (depuis 1991), sans retrouver son niveau de 1980, alors que la croissance économique (celle du PIB, courbe du haut) a été honnête en moyenne. Ce sont les indices d'égalité et de sécurité économiques (non reproduits ici) qui ont fait plonger l'indice global. On rappelle que c'est fin 90 que s'est achevé le long épisode Thatcher, qui a duré 11 ans. Dans le cas de la Norvège, on peut dire que le progrès économique (une croissance un peu supérieure à celle du Royaume-Uni) et le progrès du "bien-être économique" ont évolué de concert.

<sup>3</sup> On peut télécharger toutes les données au format Excel sur le site des chercheurs : [www.csls.ca](http://www.csls.ca)

Figures 2 et 3



### ➤ 3. Développement durable

En 1987, la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, dite commission Brundtland (du nom de sa présidente), a donné une définition du développement durable, aujourd'hui largement citée, mais qui manque de précision : c'est un développement "qui permet à toutes les populations vivant actuellement sur Terre de satisfaire leurs besoins sans compromettre les possibilités des générations futures."

Pour préciser le contenu de cette idée, la tendance qui se dessine internationalement, consiste à prendre en compte les dimensions économiques, environnementales et sociales de la "durabilité". C'est ce que reflètent les multiples indicateurs synthétiques de développement durable qui ont été produits depuis une dizaine d'années sous des appellations diverses ("PIB vert", indices de bien-être durable, "tableau de bord" ou "Dashboard" du développement durable), et par des acteurs eux-mêmes multiples (ONG comme Friends of the Earth, fondations, instituts nationaux de l'environnement...). Dans tous les cas, la méthode d'agrégation retenue est la monétarisation des variables composantes (encadré 1).

Un bon exemple d'indicateur de ce type, construit avec un souci de réflexion approfondie sur la méthode, est le GPI (Genuine Progress Indicator, ou indicateur de progrès véritable), que propose depuis 1995 un institut californien (Redefining Progress) en pointe sur les questions d'environnement. La méthode (qui s'inspire des travaux précurseurs et controversés de Nordhaus et Tobin en 1972) consiste à partir de la mesure traditionnelle de la consommation des ménages. On y ajoute diverses contributions à la "vraie" richesse et au bien-être (par exemple l'activité bénévole, le travail domestique). Puis on soustrait la valeur estimée des "richesses perdues", notamment naturelles (destruction de la couche d'ozone, autres dommages à l'environnement, destruction de ressources non renouvelables), mais aussi sociales (coût social du chômage, des délits, des accidents de la route, progression des inégalités).

Dans cette "comptabilité nationale élargie", on évalue (tant bien que mal) en unités monétaires tous ces effets ajoutés ou retranchés, par exemple la valeur (ajoutée) du travail bénévole, la valeur (perdue) liée aux dommages à l'environnement, etc.

Le résultat de ces évaluations n'est pas moins spectaculaire que ceux des indicateurs précédents, comme le montre l'exemple des États-Unis entre 1950 et 1998 (figure 4). Alors que la richesse économique brute (le PIB) par personne a presque triplé en cinquante ans,

la richesse économique, sociale et écologique **nette (le GPI)** par personne a fort peu progressé, et elle a même régressé depuis 1980.

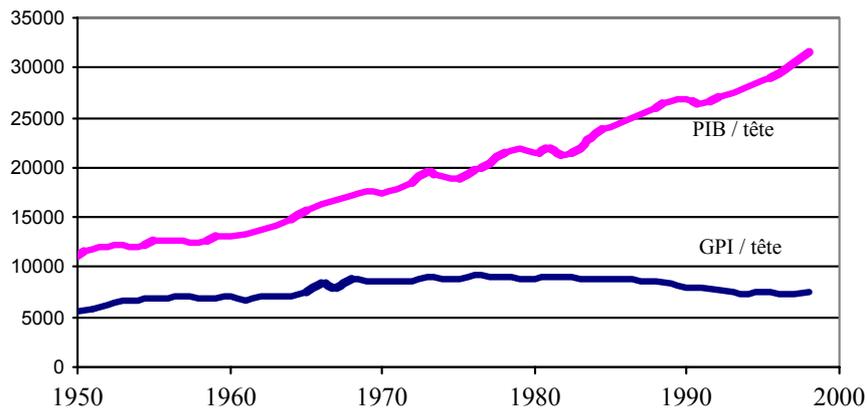
Encadré 1

**La "monétarisation" signe-t-elle la victoire de l'économisme ?**

Supposons que l'on admette que l'activité bénévole est un "plus" pour la richesse (au sens large) d'une nation, et que l'existence du chômage est un "moins", tout comme la destruction d'anciennes forêts. On peut alors être tenté de "corriger" les mesures traditionnelles de la production ou de la consommation nationale d'une année donnée (exprimées en valeur monétaire, par exemple en milliards d'euros) en leur ajoutant une évaluation de la valeur monétaire de l'activité bénévole au cours de cette même année (par exemple sur la base d'un taux de salaire fictif du travail bénévole), et en leur retranchant des estimations du "coût social" du chômage et des pertes de valeur des forêts concernées. Il n'est certes pas simple d'attribuer une valeur monétaire à de telles contributions positives ou négatives au bien-être (diverses méthodes existent, associées à des conventions distinctes, et les résultats varient fortement selon celles que l'on adopte), mais on ne peut balayer ces tentatives au seul motif que ces variables seraient par nature rebelles à toute monétarisation, ou que le seul fait de vouloir les exprimer en unités monétaires signerait la victoire définitive de l'économie. La monnaie et les outils de monétarisation ne sont pas toujours des outils de soumission aux valeurs économiques entendues comme "les eaux glacées du calcul égoïste" (selon Marx). Il y a bien longtemps que des actions efficaces en faveur de la justice sociale ou de l'environnement s'appuient sur des outils économiques et monétaires (taxes, amendes, exonérations...), utilisés par exemple pour "contraindre l'égoïsme" de ceux qui "polluent" la société ou l'environnement, ou pour les inciter à adopter des comportements moins destructeurs.

Figure 4

**Evolutions du PIB par tête et du GPI par tête 1950-1998 (en dollars 1996)**



**Tous ces indicateurs alternatifs (surtout ceux de la troisième famille) reposent**, c'est vrai, sur des conventions discutables, mais ce n'est pas une raison suffisante pour les ignorer. D'une part, on constate que, au-delà des exemples qui viennent d'être pris, d'autres indicateurs ayant le même souci de combiner l'économique, le social et l'environnement, dans des proportions et avec des méthodes très différentes, fournissent des diagnostics assez convergents, surtout sur de longues périodes d'observation. D'autre part, on voit mal comment se passer de "conventions discutables" dès lors qu'il est question d'environnement, de

qualité de vie et de progrès social, et donc de systèmes de valeurs. Même les indicateurs économiques "sérieux" sont truffés de conventions discutables, comme l'ont montré les débats sur les incertitudes très importantes des comparaisons du PIB par habitant en Europe (voir Alternatives Économiques, juin 2002, p. 81-83). Enfin, des progrès sont à attendre du débat international qui s'ouvre sur ces questions. Mais il serait temps que la France s'y mette : en dehors de l'initiative associative qui a abouti en 2002 au BIP 40, un indicateur synthétique qui a toutes les qualités nécessaires de sérieux scientifique et de sens politique, le "déficit de compétitivité" de la France est considérable en la matière, et il nuit à notre capacité d'influence internationale sur ces questions.

**Faisons un rêve** : et si, un jour, les critères européens et internationaux de "convergence" et de "bonne gouvernance" portaient autant sur de tels indicateurs alternatifs que sur les performances économiques et financières des nations ?

**Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice**

Ce texte est une version abrégée et actualisée d'un article publié par Alternatives Économiques en février 2003

### Quelques références

#### En général

- ▶ J. Gadrey et F. Jany-Catrice, Les indicateurs de richesse et de développement, rapport pour la DARES, mars 2003, [http://www.travail.gouv.fr/etudes/etudes\\_g.html](http://www.travail.gouv.fr/etudes/etudes_g.html) (rubrique : rapports en ligne).
- ▶ J. Gadrey et F. Jany-Catrice, *Les indicateurs alternatifs de richesse*, à paraître en 2004, La découverte, coll. Repères.
- ▶ J. Gadrey, De la croissance au développement : quels indicateurs alternatifs ? Futuribles, décembre 2002.
- ▶ D. Méda, Qu'est-ce que la richesse ? Aubier, 1999.
- ▶ B. Perret, Indicateurs sociaux : état des lieux et perspectives, rapport pour le CERC, 2002. Disponible sur le site : <http://perso.wanadoo.fr/bernard.perret/indicsoc.htm>
- ▶ P. Viveret, Les nouveaux facteurs de richesse, 2002, rapport pour le secrétariat d'Etat à l'économie solidaire. Repris et développé dans : *Reconsidérer la richesse*, Éditions de l'aube, 2003

#### Sur tel ou tel indicateur

- ▶ Sur les indicateurs du PNUD : rapports (annuels) sur le développement humain, accessibles sur le site : [www.undp.org](http://www.undp.org). Rapport 2003 publié par Economica.
- ▶ Sur l'Indice de santé sociale américain : le livre de M. et M.L. Miringoff, *The Social Health of the Nation*, Oxford University Press, 1999.
- ▶ Sur l'indice de bien-être économique de Osberg et Sharpe : voir leurs textes et leurs données accessibles en ligne sur le site : [www.csls.ca/iwb.asp](http://www.csls.ca/iwb.asp), ainsi qu'un débat sur cet indice dans *Travail et emploi*, n° 93, janvier 2003 (contributions de A. Sharpe, D. Méda, F. Jany-Catrice et B. Perret)
- ▶ Sur les indices de développement durable, dont le GPI, on peut consulter :
  - . le site britannique de Friends of the Earth (les amis de la terre) : [www.foe.co.uk/campaigns/sustainable\\_development/progress/](http://www.foe.co.uk/campaigns/sustainable_development/progress/)
  - . le site concernant le GPI : [www.rprogress.org/projects/gpi](http://www.rprogress.org/projects/gpi)

## Sur le site...

### Nouvelle édition du BIP 40 : AVIS D'ALERTE SOCIALE

La nouvelle édition du Baromètre des Inégalités et de la Pauvreté (Bip 40), que publie le Réseau d'Alerte sur les inégalités (Rai), propose un diagnostic alternatif à celui de l'Insee, et constitue un signal d'alarme pour tout le corps social. Il en ressort qu'après une brève amélioration en 2000 et 2001, les inégalités et la pauvreté sont vigoureusement reparties à la hausse dès 2002.

#### Les mauvais calculs de l'INSEE par Pierre Concialdi

Entre 1 et 2 millions d'enfants pauvres en France : c'est le constat dressé dans le dernier rapport du CERC. La fourchette est large : elle traduit la forte concentration des pauvres dans le bas de la distribution des revenus. Le CERC et l'INSEE, comme les autres administrations, privilégient le seuil le plus faible (50% du revenu médian) alors que les statisticiens européens retiennent un seuil de pauvreté monétaire un peu plus élevé (60% du revenu médian). Cela suffit pour expliquer un (...)

#### Recalculez le BIP40 !

La construction d'un indicateur synthétique comporte nécessairement une part subjective. Quel poids accorder dans l'indice final aux expulsions et au chômage, aux inégalités de revenus et à la pauvreté ? Et pourquoi ne pas calculer vous-même votre BIP40 ? Vous trouverez ci-dessous des liens vers deux fichiers Excel : le premier permet de pondérer les six principaux indicateurs composant le BIP 40 et de voir instantanément la conséquence de vos pondérations sur l'évolution globale de (...)

#### Assurance maladie : vers l'insécurité sociale par Michel Maric, Jean-Paul Domin

Le credo est entendu : l'explosion des dépenses de santé conduit à une nécessaire remise en cause de notre système d'assurance maladie. Les dispositifs de protection sociale mis en œuvre après-guerre seraient inadaptés aux mutations contemporaines du monde du travail. Ils contribuent rien moins qu'à l'explosion du chômage et de la précarité, voire à l'accroissement des inégalités ! Mais la droite se propose toutefois de « sauver » cette « Sécu » au bord du gouffre, tout en la jugeant (...)

#### Alternatives au libéralisme et aux inégalités : un « régime global de politique commerciale équitable pour l'an 2025 » ?

par Thomas Coutrot

La libéralisation du commerce international aggrave les inégalités aussi bien entre les pays qu'en leur sein : voilà une réalité qui est de plus en plus largement reconnue grâce au développement de la critique altermondialiste. Pourtant les propositions d'architecture alternative au tout libéral sont assez rares dans le débat sur le commerce international. C'est pourquoi il est intéressant de discuter le projet de l'économiste nord-américain G. De Martino, d'autant plus qu'il structure sa (...)

#### Participez aux débats !

Le site BIP40 se veut interactif. Les utilisateurs peuvent alimenter son contenu de plusieurs façons : en envoyant des textes ou analyses, en communiquant des réactions à chaud à des épisodes récents du débat économique et social, en faisant part de questions ou en sollicitant l'élaboration de dossiers ou d'analyses sur des thèmes non encore traités sur le site. L'équipe de rédaction s'assure avant publication de la conformité des textes aux valeurs de BIP40.ORG : respect des personnes et (...)

## Ressources critiques

**Le projet du site internet <http://www.bip40.org>** est de fournir les ressources critiques nécessaires contre les inégalités, l'antidote où puiser arguments et analyses contre les évidences de la pensée de marché.

**Nous connaissons tous les rengaines contre l'intervention économique publique** et les rigidités sociales : il faut libérer les énergies, bien comprendre que les profits d'aujourd'hui font les emplois de demain, que l'on n'a jamais raison contre les marchés, que les prélèvements obligatoires sont trop élevés et qu'il faut baisser les impôts... C'est la chanson néo-libérale, à la gloire de la liberté d'entreprendre - promue valeur suprême de nos sociétés. Pendant ce temps l'égalité et la fraternité-solidarité ne cessent de reculer. Car les politiques néo-libérales (politiques d'ajustement au Sud ou de réforme structurelle chez nous) n'ont pas réduit le chômage mais elles ont fort bien réussi à rétablir la rentabilité des capitaux, à augmenter partout la concentration des richesses et des pouvoirs.

**Les politiques de la mondialisation refusent de s'assumer comme telles** : les responsables seraient les technologies, les consommateurs, bref les lois naturelles du marché auxquelles il faudrait nous adapter, indépendamment de tout choix démocratique. Porteurs de ce discours qui naturalise les intérêts et les politiques des puissants, la plupart des médias réduisent le débat économique et social à une simple question de technique et de pédagogie : il s'agit d'expliquer au peuple que c'est pour son bien. Les inégalités, la précarité, l'insécurité sociale et écologique qui minent la possibilité de faire société ? Des effets collatéraux, inévitables et temporaires, de la modernité.

Avec des millions de citoyens et militants de par le monde, nous refusons ce discours mensonger.

**D'autres politiques, une autre Europe, une autre mondialisation sont possibles**, qui visent le bien commun et renforcent la démocratie. Mais il ne suffit pas de l'affirmer, encore faut-il le démontrer. Face au conformisme de la plupart des " experts " médiatiques, face au matraquage permanent du Cac et du Nasdaq, de plus en plus de citoyens recherchent des analyses et des éclairages alternatifs, qui permettent de résister aux fausses évidences dominantes. BIP40.ORG souhaite leur faciliter l'accès à un ensemble d'analyses critiques qui contribuent à dévoiler le fonctionnement réel de nos sociétés, à construire d'autres visions du monde et des possibles. Il s'agit de mettre à la disposition du plus grand nombre les éléments de " contre-expertise " économique et sociale qui peuvent contribuer à ce que la politique redevienne le lieu du débat démocratique entre des choix sociaux réellement différents, pour faire reculer l'indifférence et la xénophobie.

**BIP40.ORG est à la fois une source d'informations et d'analyses originales**, élaborées ou sollicitées par ses animateurs, mais aussi un portail qui renvoie sur d'autres ressources. Sur des grands dossiers économiques et sociaux, et en centrant ses activités sur la question clé des inégalités, BIP40.ORG propose des documents originaux d'analyse critique, élaborés au sein des réseaux auxquels appartiennent les chercheurs et militants qui animent le site, ou suggère des liens vers d'autres sites présentant des informations ou argumentations ayant le même objet. Ainsi le BIP 40 initié par le Réseau d'alerte sur les inégalités et publié par Alternatives Economiques en avril 2002, est désormais actualisé sur ce site pour fournir un panorama synthétique de l'état du lien social dans notre pays et alimenter le débat de plus en plus vif sur les mesures de la richesse sociale alternatives au PIB.

**L'équipe de rédaction de BIP40.ORG** est composée de chercheurs (sociologues, juristes, économistes,...), de militants syndicaux et associatifs, de citoyens engagés (le contenu du site n'engageant pas les organisations et associations auxquelles ils peuvent éventuellement appartenir). Le site se veut interactif. Les utilisateurs peuvent alimenter son contenu de plusieurs façons : en envoyant des textes ou analyses, en communiquant des réactions à chaud à des épisodes récents du débat économique et social, en participant à des forums thématiques, en faisant part de questions ou en sollicitant l'élaboration de dossiers ou d'analyses sur des thèmes non encore traités sur le site. [L'équipe de rédaction](#) s'assure avant publication de la conformité des textes aux valeurs de BIP40.ORG : respect des personnes et des groupes sociaux, rigueur dans les idées, exactitude et précision dans la description des faits, engagement pour la critique des inégalités sociales de tous genres.

**Envoyer votre proposition** à l'adresse : [bip40@ml.free.fr](mailto:bip40@ml.free.fr)

Nous écrire : [bip40@free.fr](mailto:bip40@free.fr)

Pour vous abonner à cette lettre : <http://www.bip40.org/Lettre>